

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

A l'assemblée générale ordinaire
délibérant sur les comptes
de l'exercice clos le 31 août 2023

INSTITUT NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE

Siège social : 22, Place Notre dame

57100 THIONVILLE

N° SIRET : 78004293300017



Mesdames, Messieurs,

I – OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Notre dame de la Providence relatif à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2022 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé , selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

J'ai également procédé à un examen analytique des charges d'exploitation. Les variations les plus significatives ont conduit à des sondages plus approfondis sur les comptes de charges.

J'ai notamment procédé à l'examen des aspects comptables et juridiques relatifs aux subventions de toute nature reçues par l'association. Ainsi, toutes les conventions signées avec les collectivités locales ont été contrôlées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V – RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVE AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

VI – RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des

événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Metz, le 30 janvier 2024

A. KAISER
Commissaire aux comptes



BILAN AU 31 AOUT 2023

	ACTIF	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	VALEUR NETTE (N)	VALEUR NETTE (N-1)
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 325,84	8 490,02	11 835,82	11 248,56
	- Autres logiciels et site Internet	20 325,84	8 490,02	11 835,82	11 248,56
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	- Constructions (et leur IAA)	13 632 029,44	5 951 970,73	7 680 058,71	4 354 895,29
	- Installations, mobilier mat activité	5 108 021,35	4 414 135,23	693 886,12	752 850,15
	- Matériel de transport			-	-
	- Mob/matériel bureau et informatique	363 882,93	274 184,58	89 698,35	96 027,53
	- Immobilisations en cours	1 905 965,65		1 905 965,65	3 895 546,54
		21 009 899,37	10 640 290,54	10 369 608,83	9 099 319,51
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	- Effort construction : titres souscrits	7 007,58		7 007,58	7 007,58
	- Prêts	128 073,64		128 073,64	122 506,71
	- Dépôts et cautionnements	216,23		216,23	2 216,23
		135 297,45	-	135 297,45	131 730,52
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	21 165 522,66 €	10 648 780,56 €	10 516 742,10 €	9 242 298,59 €
A C T I F C I R C U L A N T	CREANCES ET COMPTES RATTACHES				
	- Familles et élèves	34 935,67	11 703,93	23 231,74	32 992,02
	- Clients factures à établir	-		-	-
	- Personnel et charges social à récup	22,12		22,12	2 463,92
	- Etat et autres collectivités publiques	-		-	29 229,00
	- Associations	-		-	-
	- Débiteurs divers	-		-	-
	- Divers produits à recevoir	238 158,76		238 158,76	-
	- Fournisseurs avances et avoirs à recevoir	47 905,00		47 905,00	1 476,71
		321 021,55	11 703,93	309 317,62	66 161,65
	PLACEMENTS : VAL MOBIL ET AUTRES				
	- Placements	2 783 559,55	-	2 783 559,55	4 133 048,87
	Disponibilités				
	- Banques	115 334,78		115 334,78	180 784,17
	- Caisse	454,27		454,27	591,10
	- Intérêts courus	1 962,62		1 962,62	8 720,00
		117 751,67	-	117 751,67	190 095,27
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	103 363,63	-	103 363,63	167 709,19
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	3 325 696,40 €	11 703,93 €	3 313 992,47 €	4 557 014,98 €
	CHARGES A REP/PLUS EXERICE (III)				
	TOTAL DE L'ACTIF	24 491 219,06 €	10 660 484,49 €	13 830 734,57 €	13 799 313,57 €



BILAN AU 31 AOUT 2023

PASSIF		VALEUR (N)	VALEUR (N-1)
FONDS ASSOCIATIFS	FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE		
	- Valeur du patrimoine intégré	810 177,61	810 177,61
	- Fond statutaire	-	-
	- Subventions d'investissements renouvelables	-	-
	- Fonds de trésorerie apportés	-	-
	- Libéralités ayant le caractère d'apport	-	-
		810 177,61	810 177,61
	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Valeur des biens affectés	-	-
	- Valeur des biens non affectés	-	-
RESERVES	RESERVES		
	- Réserves statutaires	2 291 181,36	2 291 181,36
	- Réserves d'investissement	1 373 049,11	1 189 856,36
	- Réserve générale d'intervention	-	-
	- Autres réserves	-	-
		3 664 230,47	3 481 037,72
	RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU		
	- Report à nouveau	433 152,09	433 152,09
	- Résultat de l'exercice	182 784,59	183 192,75
		615 936,68	616 344,84
SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS AMORTISSABLES	SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS AMORTISSABLES		
		1 883 057,34	1 580 287,35
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	6 973 402,10 €	6 487 847,52 €
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	- Pour risques	-	-
	- Pour charges	1 047 843,22	1 510 069,54
	TOTAL DES PROVISIONS (II)	1 047 843,22 €	1 510 069,54 €
EMPRUNTS & DETTES AUPRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	EMPRUNTS & DETTES AUPRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		
	- Capital emprunté	4 328 485,27	3 949 267,11
	- Intérêts courus	2 273,53	2 320,31
	- Banque	-	497,91
		4 330 758,80	3 952 085,33
AUTRES DETTES	AUTRES DETTES		
	- Dettes sur immobilisations	183 539,83	542 033,66
	- Fournisseurs et comptes rattachés	578 561,71	635 475,64
	- Familles ou élèves : avances reçues	293 374,15	270 582,38
	- Dettes relatives au personnel	285 548,43	242 106,16
	- Etat et autres collectivités publiques	76 677,73	69 168,32
	- Confédérations, Fédérations, Ass. et Org. Apparentés	-	-
	- Autres dettes	61 028,60	78 831,47
		1 478 730,45	1 838 197,63
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
		-	11 113,55
	TOTAL DES DETTES	5 809 489,25 €	5 801 396,51 €
	TOTAL DU PASSIF	13 830 734,57 €	13 799 313,57 €



COMPTE DE FONCTIONNEMENT AU 31 AOUT 2023

	COMPTE DE FONCTIONNEMENT	EXERCICE N	EXERCICE N-1
P R O D U I T S	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
	PARTICIPATION DES FAMILLES	4 361 804,89	4 293 974,30
	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	2 968 276,44	2 860 616,09
	PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	200 077,08	180 590,47
	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	127 762,54	64 630,42
	REPRISES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	824 449,25	730 933,78
	TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	8 482 370,20 €	8 130 745,06 €
C H A R G E S	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	COUTS DE PERSONNEL	3 093 958,48	2 799 272,14
	AUTRES COUTS		
	- Consommations	1 800 140,50	1 711 163,69
	- Autres charges externes	1 885 744,06	1 826 832,44
	- Autres services extérieurs	498 854,50	363 946,64
	- Autres impôts et taxes	58 199,58	57 497,04
		4 242 938,64	3 959 439,81
	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	13 914,66	14 461,30
	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 076 497,02	1 292 222,99
	TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 427 308,80 €	8 065 396,24 €
F I N A N	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	55 061,40 €	65 348,82 €
	PRODUITS FINANCIERS	4 858,36	6 772,21
	CHARGES FINANCIERES	38 159,79	38 123,19
	RESULTAT FINANCIER	- 33 301,43 €	- 31 350,98 €
E X C E P	PRODUITS EXCEPTIONNELS	163 551,62	150 382,91
	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	163 551,62 €	150 382,91 €
	IMPOT SOCIETE	2 527,00	1 188,00
	RESULTAT DE L'EXERCICE	182 784,59 €	183 192,75 €



IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION

INSTITUT NOTRE-DAME DE LA PROVIDENCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2023, dont le total est de 13 830 734,57 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat 182 784,59 €

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1 septembre 2022 au 31 août 2023.

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22 Novembre 2023 par le conseil d'administration.



ELEMENTS DE L'ANNEXE A FOURNIR PAR L'ASSOCIATION

ANNEXE - ELEMENT 1

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Exercice clos le 31/08/2023

les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC et aux dispositions du plan comptable du secteur de l'enseignement.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

☞ **Continuité de l'exploitation**

La continuité de l'exploitation est assurée.

☞ **Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre**

La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre a été respectée.

☞ **Indépendance des exercices**

Le compte de fonctionnement indique les produits et charges sur exercices antérieurs.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat) et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions	5 à 40 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	5 ans
- Matériel et mobilier d'enseignement	3 à 10 ans
- Matériel et mobilier restauration	5 à 10 ans
- Matériel et mobilier d'informatique	5 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement en matière de retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour l'indemnités de départ à la retraite, en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, s'élève à 221 399 €.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provision pour risque et charges.



Précisions

Conformément aux règlements CRC N°2002-10 du 12/12/2002 et CRC N°2004-06 du 23/11/2004, les établissements d'enseignement catholique doivent appliquer, à compter du 1 septembre 2005, les nouvelles règles comptables relatives à l'amortissement par composants des actifs immobilisés.

Dans le cadre de l'établissement des comptes annuels de l'Institut Notre Dame de la Providence au 31/08/2023, la méthode prospective a été retenue.

La méthode des amortissements par composants a été appliquée.

Faits caractéristiques de l'exercice**Application du nouveau règlement comptable 2018-06**

Il est à rappeler qu'à compter de l'exercice ouvert 1er septembre 2020, il a été appliqué le nouveau plan comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au journal officiel du 30 décembre 2018.

Comme l'année précédente l'impact sur le résultat de l'exercice correspond à la quote part de subventions d'investissements virée au compte de résultat pour un montant de 136 369,48 €.

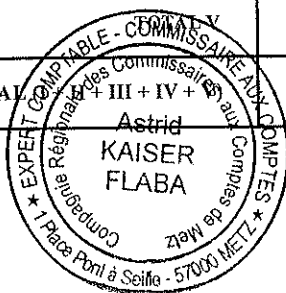
Avant le 1er septembre 2020, ces subventions étaient comptabilisées en fonds propres (comptes 102 pour le montant sans droit de reprise et en compte 103 pour le montant avec droit de reprise) sans affecter le résultat.

Pour mémoire, depuis l'exercice clos au 31 Août 2021 l'ensemble des subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables pour lesquels il n'y a plus de droit de reprise ont été comptabilisés au compte 110 Report à nouveau pour un montant de 433 152,09 €.



ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Acquisitions et apports	Cessions et mises hors service	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement TOTAL I					-
	Autres immobilisations incorporelles TOTAL II	18 883	6 242	4 800		20 326
CORPORELLES	Terrains					-
	Constructions	Sur sol propre				-
		Sur sol d'autrui	2 410 360			2 410 360
		Installations générales, agencements				-
		Aménagement des constructions	7 412 996	3 808 673		11 221 669
	Installations techniques, matériel et outillages liés à l'activité		2 335 362	46 200		2 381 561
	Autres immobilisations corporelles	Inst. Gén. agencement, aménagements divers	2 629 782	96 678		2 726 460
		Matériel de transport				-
		Matériel bureau et informatique	336 756	27 127		363 883
	Immobilisations corporelles en cours		3 895 547	1 773 597		1 905 966
	Avances et acomptes					-
	TOTAL III		19 020 801	5 752 275	-	21 009 899
	Immobilisations grévées de droit TOTAL IV		-			-
FINANCIERES	Participations et créances rattachées à des participations		7 007			7 007
	Autres titres immobilisés					-
	Prêts et autres immobilisations financières		124 723	8 901	5 334	128 290
			131 730	8 901	5 334	135 297
TOTAL GENERAL			19 171 415	5 767 418	10 134	21 165 522



ETAT DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Montant des amortissements en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement TOTAL I						-
	Autres immobilisations incorporelles TOTAL II		7 635	5 655	4 800		8 490
CORPORELLES	Constructions	Sur sol propre					-
		Sur sol d'autrui	1 601 944	105 322			1 707 266
		Installations générales, agencements					-
		Aménagement des constructions	3 866 517	378 188		-	4 244 704
	Installations techniques, matériel et outillages liés à l'activité		1 892 238	127 743			2 019 981
	Autres immobilisations corporelles	Inst. Gén. agencements, aménagements divers	2 320 055	74 099			2 394 154
		Matériel de transport					-
		Matériel bureau et informatique	240 728	33 456			274 185
	TOTAL III		9 921 483	718 808	-	-	10 640 291
	Immobilisations grévées de droit TOTAL IV		-				-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			9 929 117	724 463	4 800	-	10 648 781



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES RESERVES ET PROVISIONS

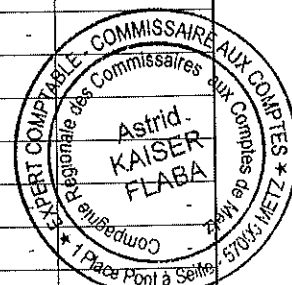
NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Reprise de provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
RESERVES	Réserve statutaire					-
	Réserve générale de gestion					-
	Réserve d'investissement	2 291 181				2 291 181
	Réserve de Trésorerie					-
	Autres réserves	1 189 856	183 193			1 373 049
	TOTAL RESERVES	3 481 038	183 193	-	-	3 664 231
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour litiges					-
	Autres provisions pour risques					-
	Autres provisions pour charges (indemnités de départ en retraite)	234 249		12 850		221 399
	Provisions pour gros entretiens	1 275 821	350 000	799 376		826 444
	TOTAL	1 510 070	350 000	812 226	-	1 047 843
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	Sur immobilisations :					-
	• Incorporelles					-
	• Corporelles					-
	• Financières					-
	Sur stocks et en cours					-
	Sur comptes familles	21 893		10 189		11 704
	Sur valeurs mobilières de placement					-
	Autres provisions pour dépréciation					-
	TOTAL	21 893	-	10 189		11 704
DOTATIONS ET REPRISES	Charges d'exploitation		350 000	822 415		
	Charges financières					
	Charges exceptionnelles		-			



ETAT DES CREANCES ET DETTES

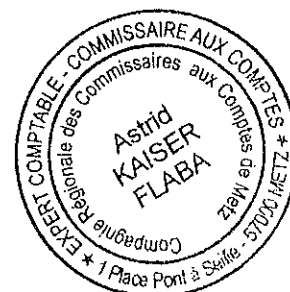
CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts (1)	128 074		128 074
Autres immobilisations financières	7 224	-	7 224
TOTAL I	135 297	-	135 297
Créances de l'actif circulant :			
Familles et élèves créances douteuses ou litigieuses	23 725	23 725	-
Autres créances familles et élèves	11 211	11 211	-
Clients - Factures à établir	-		
Personnel et comptes rattachés	22	22	-
Sécurité Sociale & Autres organismes sociales	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques	-		
Associations - Communauté	-	-	-
Débiteurs divers	238 159	238 159	-
Fournisseurs avances, acomptes et avoir à recevoir	47 905	47 905	-
Charges constatées d'avances	103 364	69 901	33 462
TOTAL II	424 385	390 923	33 462
TOTAL GENERAL (I + II)	559 683	390 923	168 760
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	8 901		
Prêts récupérés en cours d'exercice	3 334		

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires (2)	-	-	-	-
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit :				
- à 1 ans au maximum à l'origine			-	-
- à plus de 1 ans à l'origine	4 330 759	631 228	2 736 291	963 240
Emprunts et dettes financières divers (2)	-	-	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	183 540	183 540		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	578 562	578 562	-	
Familles ou élèves : avances reçues	293 374	293 374		
Dettes relatives au personnel	121 389	121 389		
Sécurité Sociale et autres organismes	164 159	164 159		
Etat et autres collectivités publiques	76 678	76 678		
Associations	-	-		
Autres dettes	61 029	61 029	-	
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAL	5 809 489	2 109 958	2 736 291	963 240
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 060 137			



PRODUITS A RECEVOIR

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Familles ou élèves et comptes rattachés	-
Organismes Sociaux produits à recevoir	-
Etat Département Région Commune (subventions de fonctionnement)	-
Etat autres produits à recevoir	-
Autres créances (subventions sur investissements)	
Disponibilités (Intérêts Livrets et CAT)	1 963
Remboursement formation	-
Divers à recevoir	-
TOTAL	1 963



PRODUITS A RECEVOIR

COMPTES	LIBELLES	MONTANTS
73511113	DOT COMPLEMENTAIRE 2023	79 206,00
70811100	PAR LOCAUX BJD 08/23	3 939,05
70811200	PAR CM LOC 08/23 A REC	38,71
70811200	PAR CM LOC 08/23 A REC	37,84
75884104	AIDE UNIQUE 08/23 PETIT+STEPH A REC	1 333,48
73540201	FORFAIT COMMUNAL MATERNELLE A REC	59 009,11
73540202	FORFAIT COMMUNAL PRIMAIRE A REC	94 594,57
TOTAL		238 158,76



CHARGES A PAYER

MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 274
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115 066
Dettes fiscales et sociales	155 192
Dettes fournisseurs sur immobilisations	
Autres dettes	
TOTAL	272 531



CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	CHARGES	PRODUITS
Charges / Produits d'exploitation	102 989	
Charges / Produits financiers	375	-
Charges / Produits exceptionnels	-	-
TOTAL	103 364	-



CREDIT-BAIL

	Logiciels Droits et valeurs similaires	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	TOTAUX
VALEUR D'ORIGINE				683 144		683 144
AMORTISSEMENTS				399 391		399 391
Cumul exercice antérieurs				153 468		153 468
Dotation exercice	0			552 858		552 858
TOTAL						
REDEVANCES PAYEES				416 427		416 427
Cumul exercice antérieurs				158 864		158 864
Redevances Exercice	0			575 291		575 291
TOTAL						
REDEVANCES RESTANT A PAYER				116 156		116 156
à 1 an au plus				164 041		164 041
entre 1 et 5 ans						
à plus de 5 ans	0			280 197		280 197
TOTAL						
VALEUR RESIDUELLE				2		2
à 1 an au plus				1 621		1 621
entre 1 et 5 ans						
à plus de 5 ans	0			1 623		1 623
TOTAL						
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE				160 436		160 436



ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements de crédit bail	281 820
Engagements en matière de Droit Individuels à la Formation DIF	
Engagement en matière de retraite	221 399
Autres engagements donnés	-
Emprunts BPL/CE	4 330 451
TOTAL	4 833 670

